

Congrès des Etudes africaines en France

Recherches et débats : réinventer l'Afrique ?

6-7-8 septembre 2010 - Université de Bordeaux

CEAN - IEP de Bordeaux

Atelier :

Les classes moyennes en Afrique : entre visibilité et invisibilité socio-économiques

Les classes moyennes en Afrique et dans le monde : une dynamique cyclique ?

Bernard Conte

b.conte@sciencespobordeaux.fr

CEAN - Bordeaux

Résumé : En Afrique depuis les indépendances, l'histoire des classes moyennes semble caractérisée par une dynamique cyclique. Dans un premier temps, des embryons de classe moyenne apparaissent, puis se développent, alimentés par des flux de revenus principalement liés à l'État nationaliste-clientéliste. Dans un second temps, la classe moyenne se délite car une partie se paupérise (est « ajustée », « compressée »), en raison de l'application de politiques néolibérales de dérégulation et de réduction du rôle de l'État. Ainsi, l'évolution des classes moyennes en Afrique peut-elle nourrir l'hypothèse d'un cycle d'expansion – récession du type U inversé. De plus, cette dynamique cyclique, qui semble aussi caractériser l'évolution des classes moyennes dans d'autres zones géographiques, pourrait présenter un caractère universel. La trajectoire de la classe moyenne peut s'expliquer par ses rapports avec le capital. Pendant la phase ascendante, la classe moyenne prospère parce qu'elle est « l'alliée » du capital. Lorsqu'elle devient son « ennemie », la classe moyenne périlite. Dans les deux cas, c'est l'État (et les élites politiques qui le dirigent) qui produit ou qui détruit la classe moyenne.

Introduction

Après les indépendances, les dirigeants africains ont mis en œuvre des stratégies de développement nationalistes - clientélistes centrées sur l'élargissement du marché intérieur. Il s'agissait à la fois de renforcer la cohésion nationale, de stabiliser le climat politique et de répondre aux attentes des populations qui souhaitaient bénéficier d'un surcroît de bien-être par rapport à la période coloniale. La croissance des effectifs de la fonction publique, le développement de l'industrie de substitution des importations, la mise en œuvre de politiques de « nationalisation » du capital et de l'emploi... ont assuré l'apparition et l'essor progressif d'embryons de classe moyenne¹.

La crise de la dette extérieure de 1982 a ouvert la voie aux ajustements néolibéraux, imposés par le FMI et par la Banque mondiale. Dans de nombreux pays, les programmes d'ajustement structurel (PAS) se sont notamment traduits par la déréglementation, la libéralisation, la réduction drastique du périmètre de l'État et la désindustrialisation... De ce fait, une bonne partie de la classe moyenne s'est paupérisée, se réfugiant, pour survivre, dans le secteur informel. Dans les autres régions du Sud, les crises économiques et financières ont eu des effets similaires sur la réduction des effectifs de la classe moyenne que les « miracles » avaient accrus.

Au Nord, les *Trente glorieuses* ont largement densifié la classe moyenne. Mais, les politiques néolibérales de désinflation compétitive, appliquées dès la fin des années 1970, ont eu un effet négatif, si bien qu'on a parlé de « prolétarisation des classes moyennes », de « classes moyennes à la dérive », de « déclassement »... Ainsi, l'évolution des classes moyennes semble caractérisée par une dynamique cyclique de densification – éclaircissement pouvant être figurée par une courbe en U inversé que l'on retrouve dans d'autres domaines².

Cette courbe suggère que l'on assiste, dans le temps, à une montée des classes moyennes suivie de leur décline. La trajectoire cyclique peut s'expliquer par les rapports de la classe moyenne avec le capital. Pendant la phase ascendante, les intérêts de la classe moyenne coïncident avec ceux du capital. Lorsque les intérêts divergent, la classe moyenne périclité. Dans les deux cas, c'est l'État (et les élites politiques au pouvoir) qui produit ou détruit la classe moyenne.

¹ Dans ce document, nous considérons que la classe moyenne est la partie de la population située entre la classe riche et la classe pauvre. Nous employons indifféremment le singulier ou le pluriel : la (ou les) classe moyenne, sans donner une définition précise des contours de ladite classe.

² Par exemple, Simon Kuznets propose le même type de courbe pour figurer l'évolution des inégalités de revenu au cours du processus de développement économique ; Arthur Laffer utilise ladite courbe pour tenter de montrer que « trop d'impôt tue l'impôt ».

I. La dynamique cyclique des classes moyennes en Afrique et dans le monde

Au cours de la période du développement introverti³ au Sud, qui recoupe une partie des *Trente glorieuses* du Nord, la classe moyenne s'est développée en Afrique avant de se contracter avec les ajustements néolibéraux. L'expérience de la Côte d'Ivoire, pendant et après le « miracle » économique, illustre bien cette dynamique. On observe des tendances similaires sur d'autres continents, si bien que l'on peut penser que la dynamique des classes moyennes suit une trajectoire en U inversé.

L'évolution de la classe moyenne en Afrique : l'exemple de la Côte d'Ivoire

« À la date de l'indépendance, la Côte d'Ivoire offrait l'image d'un pays sous-développé : son produit intérieur brut s'élevait à 142,6 milliards de francs CFA soit 41 214 francs CFA par habitant⁴ ». Sous l'égide de son Président, Félix Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire a mis en œuvre un modèle de développement nationaliste – clientéliste. Le modèle était « nationaliste » dans le sens où il visait l'auto-centrage du développement par le biais de l'expansion du marché intérieur et de la production nationale, par l'accroissement du bien-être des nationaux, en faisant provisoirement appel à des ressources externes tant financières qu'humaines. Le modèle était aussi « clientéliste – patrimonialiste » « (au sens de Max Weber) qui combine le clientélisme (caractérisé par des rapports de dépendance générant un échange entre individus ou groupes qui contrôlent des ressources inégales mais complémentaires) et un mode de gestion des ressources collectives ou publiques qui tend à rendre indistinctes les frontières entre bien public et bien privé, entre domaine de la fonction et domaine personnel⁵ ».

Les propos suivants du Président, tenus en 1980, résument bien l'ambition ivoirienne : « je voudrais affirmer que la Côte d'Ivoire reste fidèle au libéralisme économique qui n'exclut nullement l'harmonisation nécessaire à un développement équilibré. Elle respecte les clauses

³ Au Sud pendant cette période, « de nombreux pays optent pour un développement introverti en mettant en œuvre des stratégies d'industrialisation par substitution des importations (ISI), aptes à lutter contre la détérioration des termes de l'échange (DTE). Il s'agit de remplacer progressivement les importations de produits manufacturés par la production nationale dans une stratégie de remontée de filière. Pour ce faire, le marché domestique doit être protégé (au moins temporairement) et l'État joue un rôle majeur dans la mise en œuvre de ladite stratégie (*state-led-development*) », Bernard Conte, *Clientélisme, ajustement et conflit*, Bordeaux, CED, DT n° 101, 2004, p. 1.

⁴ Bernard Conte, *La division internationale du travail et le développement interne : le cas de la Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat d'État, Université Toulouse I, 1984, p. 206.

⁵ Bernard Conte, *La Tiers-Mondialisation de la planète*, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2009, p.71.

du Code des investissements. Si elle accepte le libre rapatriement des capitaux et des bénéfiques, elle veillera, sans défaillance, à ce qu'une partie des bénéfiques soit obligatoirement réinvestie dans le pays. Les investissements doivent tenir compte des besoins prioritaires de la nation. La Côte d'Ivoire ne procèdera pas à des nationalisations. Mais l'État peut négocier le rachat de certaines entreprises quitte à les rétrocéder aux nationaux. La Côte d'Ivoire n'est pas un pays socialiste, mais ambitionne de réaliser le social le plus hardi – les faits le prouvent éloquemment – nous restons en cela fidèles à la déclaration qu'au nom du Parti et du pays j'ai faite il y a vingt ans et je le répète : nous n'avons pas de terres à redistribuer mais à mettre en valeur, des industries à nationaliser mais à créer, du commerce à étatiser mais à organiser⁶ ».

« Le modèle de développement ivoirien, au caractère libéral et ouvert officiellement affirmé, devait présenter trois étapes successives : le capitalisme privé étranger, le capitalisme d'État, avant la relève par le capitalisme privé national, encouragé par un processus de rétrocession. La stratégie industrielle retenue était la substitution des importations. La politique industrielle s'est appuyée sur l'État et les intérêts français dont les profits étaient garantis par le code des investissements promulgué en 1959 et par la protection du marché interne⁷ ».

Il s'agissait, pour l'État, de susciter l'apparition d'une classe « motrice », moyenne et supérieure, qui puisse prendre en main le développement national. À cette fin, l'État a mis en œuvre une stratégie multiforme notamment fondée sur :

- (i) l'éducation – formation : « en 1960, l'État consacrait 22% de son budget à la formation ; cette proportion passait à 33% en 1973, pour atteindre 54,9% en 1983⁸ ».
- (ii) l'ivoirisation du capital et de l'emploi (et particulièrement des cadres) par la relève des étrangers dans la fonction publique, dans le secteur de l'immobilier et des PME et dans les grandes entreprises (le plus souvent filiales de sociétés transnationales) ainsi que par l'extension de l'appareil d'État et du secteur public⁹.

« L'appareil d'État sert de précurseur, de trait d'union et de tremplin à l'intégration des nationaux aux postes économiques. L'État joue le rôle d'agent moteur, créant les conditions de l'accès aux participations économiques, ne se substituant jamais à l'initiative privée là où elle existe, et toujours de manière à ce que ces initiatives soient compatibles avec

⁶ Félix Houphouët-Boigny, « Rapport de politique générale au VIIème congrès du PDCI-RDA », *Fraternité Matin*, 01/10/1980.

⁷ Bernard Conte, *Clientélisme, ajustement et conflit*, op. cit. p. 5.

⁸ Bernard Conte, *La division internationale du travail et le développement interne : le cas de la Côte d'Ivoire*, op. cit. p. 359.

⁹ *Ibidem*, p. 321-376.

les orientations du passé. La promotion des nouvelles initiatives tend à se faire dans des secteurs réservés¹⁰ ».

Ainsi, grâce à l'action publique, les classes moyennes émergent. Par exemple, « avec un effectif de 78 000 emplois en janvier 1978, l'Administration est le premier employeur du pays. Comme le secteur parapublic représente pour sa part 61 000 emplois (y compris les sociétés d'économie mixte) c'est près de 40 % de l'emploi moderne qui est, directement ou indirectement, contrôlé par l'État¹¹ ». De même, dans son étude sur l'emploi en Côte d'Ivoire, Françoise Binet dénombre, en 1978, 4 832 patrons d'entreprises à Abidjan dont 41,2 % sont ivoiriens¹². Ces chiffres traduisent l'émergence et la densification progressive de classes moyennes salariées et entrepreneuriales au cours des *Vingt glorieuses* (ou du miracle ivoirien), aussi marquées par un taux de croissance du PIB réel d'environ 7 % par an en moyenne, une performance qui a engendré l'entrée de la Côte d'Ivoire dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire selon la classification de la Banque mondiale. Dans les années 1970, la Côte d'Ivoire bénéficie du niveau de vie le plus élevé d'Afrique de l'Ouest.

Le tournant se situe au début des années 1980 avec la chute des cours internationaux du cacao et du café, principales exportations de la Côte d'Ivoire. A partir de 1981, s'ouvre la période de l'ajustement. En raison de l'intangibilité revendiquée de la parité du franc CFA vis-à-vis du franc français, l'ajustement sera tout d'abord désinflationniste (en termes réels), puis en 1994, il comportera la dévaluation de 50 % du CFA. Les mesures d'abaissement de la dépense publique, de réduction des effectifs de la fonction publique, la privatisation, la disparition pure et simple d'entreprises publiques ou d'entreprises liées à l'industrialisation par substitution des importations... vont se traduire par un appauvrissement de la majorité de la population avec un creusement des inégalités. En considérant l'indice du PIB réel par habitant égal à 100 en 1980, sa valeur n'était plus que de 79,7 en 1988¹³. La réduction des emplois publics grossit les rangs du secteur informel et inverse le flux de l'exode rural: « en ce début des années 1990, nombre d'autochtones, montés dans les villes car ayant bénéficié du programme gouvernemental de 1978, dit d'ivoirisation de la fonction publique, sont forcés de revenir dans leurs villages d'origine suite à la suppression de nombreux emplois

¹⁰ Bonnie Campbell, « Quand l'ivoirisation secrète une couche dominante », *Le Monde diplomatique*, novembre 1981.

¹¹ République de Côte d'Ivoire, Ministère du plan, *Plan de développement économique social et culturel, 1981-1985*, Abidjan, 1982, p. 744.

¹² *Bilan national de l'emploi en Côte d'Ivoire*, Ministère des relations extérieures, *Etudes et documents*, n° 47, Paris, mai 1982, p. 132.

¹³ Jean-Paul Azam, *La faisabilité politique de l'ajustement en Côte d'Ivoire (1981 – 1990)*, (version révisée n°3) études du Centre de développement, OCDE, Paris, 1994, p. 71.

administratifs¹⁴ ». Ces populations, appartenant à la classe moyenne « ajustée », « compressée », sont victimes d'un déclassé. On assiste à « l'extension de la pauvreté et à l'accroissement des inégalités¹⁵ ». L'augmentation de la pauvreté, qui en « 2008 a atteint un seuil critique de 48,9 % contre seulement 10 % en 1985¹⁶ », traduit le fait que la classe moyenne se paupérise.

En Côte d'Ivoire, de l'indépendance à la fin des années 1970, la classe moyenne s'est constituée dans le cadre du modèle nationaliste – clientéliste mis en œuvre par Félix Houphouët-Boigny. Cette classe a vu ses rangs s'éclaircir progressivement avec les programmes d'ajustement structurel néolibéraux. On observe cette même dynamique sous d'autres cieux.

Une évolution similaire sur les autres continents

En Amérique Latine, l'exemple de l'Argentine révèle que la période des ajustements a délité la classe moyenne nombreuse qui s'était constituée auparavant. En effet, jusqu'à la fin des années 1970, « l'Argentine était une société relativement bien intégrée – tout au moins si on la compare aux autres pays d'Amérique Latine – caractérisée par une vaste classe moyenne, résultat d'un processus de mobilité sociale ascendante dont la continuité n'avait jamais été remise en cause¹⁷ ». A partir des années 1980, la classe moyenne se délite. « On observe notamment l'entrée dans le monde de la pauvreté d'individus issus de la classe moyenne : il s'agit des « nouveaux pauvres » dont le nombre a cru de 338 % entre 1980 et 1990¹⁸ ». Cette tendance s'est poursuivie, si bien qu'en janvier 2002, le Président argentin nouvellement élu, Eduardo Duhalde, révélait « qu'en 2001, la classe moyenne [avait] perdu 730 000 argentins, venus grossir les rangs des 15 millions de pauvres, soit 40 % de la

¹⁴ « Côte d'Ivoire, compétition capitaliste aigüe autour de la répartition de la rente issue de l'exploitation des ressources naturelles », *La lettre de mouvement communiste*, n° 15 ; janvier 2005, <http://www.mouvement-communiste.com/pdf/letter/LTMC0515.pdf> consulté le 19 août 2010.

¹⁵ Denis Cogneau et Sandrine Mesplé-Somps, *L'économie ivoirienne, la fin du mirage ?* Dial, Paris, Document de travail DT/2002/18, Décembre 2002, p. 88.

¹⁶ Afrik.com, « Côte d'Ivoire : la pauvreté atteint le seuil critique de 48,9 % », 6 janvier 2009, <http://www.afrik.com/breve15294.html> consulté le 19 août 2010.

¹⁷ Gabriel Kessler, « L'expérience de paupérisation de la classe moyenne argentine », *Cultures & Conflits*, 35, 1999, <http://www.conflits.org/index173.html> Consulté le 17 juillet 2010.

¹⁸ Idem.

population du pays¹⁹ ». A cette occasion, le Chef de l'État déclarait : « la classe moyenne est détruite²⁰ ».

En Asie du Sud-Est, de 1970 à 1995, les pays émergents ont enregistré une forte croissance économique, si bien que l'on a parlé de « miracle ». Au cours de cette période, une classe moyenne essentiellement urbaine a progressivement émergé. La grave dépression de 1997-1998 a fortement impacté « la classe moyenne des pays du Sud-Est asiatique [qui] a payé le prix fort de cette crise : de nombreuses personnes ont perdu simultanément leur emploi et les économies de plusieurs années²¹ ». Le phénomène tend à se poursuivre avec la crise actuelle. En Corée du Sud par exemple, la crise actuelle (2008) « évoque celle de 1998. Du coup, les jeunes se ruent vers les sociétés d'État, où les emplois sont plus stables. En une décennie, la classe moyenne coréenne a diminué de 10 %. Beaucoup forment aujourd'hui une nouvelle classe de pauvres²² ».

Au Nord, depuis le début des années 1980, on assiste à « l'euthanasie » de la classe moyenne constituée pendant les *Trente glorieuses*²³. Aux États-Unis, « s'il existe un point sur lequel les années 1980 ont réussi à créer un accord (de toute façon a posteriori) entre des économistes de différentes tendances, c'est précisément sur la diminution quantitative de la classe moyenne : « *the big squeeze* » de l'économie domestique située au niveau des revenus intermédiaires, la mobilité vers le bas des « cols blancs », les *dumpies* (*downwardly mobile professionals* selon la définition de *Business Week*) ont remplacé les *yuppies* plus connus du début des années 1980²⁴ ». La tendance au délitement a été masquée, jusqu'à la crise des « sous-primés », grâce à « un accès au crédit excessivement laxiste » qui « a permis à une grande partie des ménages moins nantis de maintenir un niveau de vie aisé » et qui « a généré

¹⁹ Latinreporters.com, « Argentine: le péroniste Eduardo Duhalde, 5e président en deux semaines », <http://www.latinreporters.com/argentinepol020102.html>, consulté le 1er août 2010.

²⁰ Idem. Le délitement de la classe moyenne s'observe aussi au Brésil, cf. par exemple : Larissa Morais, « La classe moyenne brésilienne », *Jornal do Brasil*, 12 mai 2004, traduction Elizabeth Borghino pour *Autres Brésils*, <http://www.autresbresils.net/spip.php?article73> consulté le 8 août 2010.

²¹ Geneviève Brunet, « Crise des pays émergents. De bons élèves lourdement punis », *L'Hebdo*, http://www.hebdo.ch/crise_des_pays_emergents_de_bons_eleves_lourdement_38467.html consulté le 1er août 2010. Voir aussi : John Evans, "Impact social de la crise asiatique." *Le Monde diplomatique*, mai 1998, pp. 3.

²² Alain Wang, « Asie : la crise frappe les classes moyennes », », *Courriercadres.com* <http://www.courriercadres.com/content/asia-la-crise-frappe-les-classes-moyennes> 19 mars 2009, consulté le 2 août 2010.

²³ Cf. Bernard Conte, *La Tiers-Mondialisation de la planète*, op. cit.

²⁴ Christian Marazzi, « Middle-class confusion de terme, confusion de concept », Collectif d'analyse politique, <http://cap.qc.ca.edu/a-la-redecouverte-du-concept-de-classe/les-classes-moyennes/middle-class-confusion-de-terme-confusion-de-concept/> Première publication en juillet 1994, Mise en ligne le lundi 7 juillet 2003, consulté le 2 août 2010.

ce qu'on pourrait appeler une 'fausse classe moyenne' aux États-Unis²⁵ ». En Allemagne, selon une étude scientifique récente de l'institut DIW, au cours des dix dernières années, « les classes moyennes se sont « rétrécies²⁶ » car elles sont « les perdantes des transformations qu'a subi la répartition des revenus au cours de la dernière décennie²⁷ ». En France, la dynamique d'atrophie des classes moyennes est moins perceptible, en raison de l'existence initiale d'un État-providence renforcé et de sa plus lente destruction. Louis Chauvel montre que, pendant les *Trente glorieuses*, l'ascenseur social a permis à un grand nombre de jeunes, issus du milieu agricole ou ouvrier, d'accéder à la classe moyenne qui s'est développée rapidement au cours de cette période²⁸. C'était l'âge d'or de la classe moyenne en France. Mais, à partir du début des années 1980, la situation se détériore progressivement. « Sans nier l'importance des difficultés des classes populaires et de ceux qui font face à la marginalisation sociale, c'est au tour des catégories centrales de la société d'expérimenter une forme de précarité civilisationnelle²⁹ ».

Au Sud comme au Nord, la dynamique des classes moyennes semble suivre une chronologie caractérisée par une période de croissance, prolongée par une phase de décroissement.

Une dynamique cyclique

En première analyse, il apparaît que les classes moyennes se sont développées dans des lieux et à des moments différents, pendant des périodes de durée variable, mais caractérisées par une croissance économique relativement élevée. Lorsque l'environnement s'est révélé moins favorable, ces classes moyennes sont entrées en crise.

La dynamique des classes moyennes pourrait être figurée par une courbe en U inversé, la première branche du U représentant la phase d'expansion et la deuxième branche exprimant la contraction. Ainsi, les classes moyennes passeraient par un maximum, avant de décroître.

Dans cette hypothèse, il est utile de s'interroger sur les facteurs explicatifs de la dynamique cyclique des classes moyennes.

²⁵ Marc-André Gagnon, « La 'fausse classe moyenne' piégée », *Le journal des alternatives*, <http://www.alternatives.ca/fra/journal-alternatives/publications/archives/2009/vol-15-no-8-mai-2009/article/la-fausse-classe-moyenne-piegee> 30 avril 2009, consulté le 2 août 2010.

²⁶ « Elles constituent désormais moins des deux tiers de la société », Cf. note suivante.

²⁷ Cidal, « L'érosion des classes moyennes se poursuit en Allemagne », Centre d'information et de documentation sur l'Allemagne, Paris, http://www.cidal.diplo.de/Vertretung/cidal/fr/pr/actualites/nq/2010_06/2010_06_17_Mittelschicht_pm.archiveCtx=2070292.html, publié le 17/06/2010, consulté le 4 août 2010. L'étude est disponible à cette adresse : http://www.diw-berlin.de/documents/publikationen/73/diw_01.c.357505.de/10-24-1.pdf

²⁸ Louis Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil, 2006.

²⁹ Louis Chauvel, « Classes moyennes, le grand retournement », *Le Monde*, 3 mai 2006, p. 24.

II. Quelques pistes de réflexion sur les déterminants de la dynamique cyclique des classes moyennes

La courbe en U inversé suggère que l'on assiste, dans le temps, à une montée des classes moyennes suivie de leur décrue. Une raison de cette trajectoire pourrait se situer dans le rôle ambigu des classes moyennes dans le processus de développement. En effet, les classes moyennes apparaissent à la fois comme un facteur de développement économique et comme un frein à la croissance des profits. Le cheminement en U inversé pourrait s'expliquer par un échelonnement différencié dans le temps des effets précités. Dans tous les cas, il apparaît que l'évolution de la classe moyenne est intimement liée à l'intervention de l'État. C'est l'État (ou plutôt les élites politiques au pouvoir) qui décide de (dé)réglementer et de légiférer pour promouvoir ou enrayer le développement de la classe moyenne. La loi est (presque) toujours instrumentalisée pour servir les intérêts du capital qui peuvent coïncider avec ceux de la classe moyenne à un moment donné et en diverger à une autre période. En cas de convergence d'intérêts, la loi favorise la densification de la classe moyenne, en cas de divergence, la loi organise l'euthanasie de la classe moyenne jugée inutile, hostile et coûteuse pour le capital.

La classe moyenne « alliée » du capitalisme industriel

Dans certaines circonstances, la classe moyenne apparaît comme un facteur de développement de par son impact sur l'offre et sur la demande. Par exemple, au cours de la période des *Trente glorieuses*, la classe moyenne (intégrant une bonne partie de la classe ouvrière) a largement participé au bon fonctionnement du système fordiste, caractérisé par la production de masse et la consommation de masse. Pour son développement, le capitalisme industriel avait besoin d'un grand marché ainsi que de capacités productives résidentes pour l'approvisionner.

La classe moyenne a tenu un rôle important dans la création et le soutien de la demande tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Grâce à un pouvoir d'achat en progression régulière, elle a consommé des quantités croissantes de biens et de services standardisés, mais elle a

aussi accepté de payer un prix plus élevé pour la « qualité », ce qui a stimulé l'investissement pour l'innovation, la différenciation et la commercialisation de nouveaux biens et services³⁰.

Du côté de l'offre, certains considèrent la classe moyenne comme un vecteur important de l'entrepreneuriat et de l'innovation des petites entreprises. La classe moyenne s'est aussi constituée à partir de la main-d'œuvre qualifiée dont les entreprises et l'État (l'État providence) avaient besoin pour leur développement. Grâce à l'effort d'éducation - formation, ladite classe a fourni le capital humain nécessaire tout en permettant à une masse d'individus issus de milieux modestes de rejoindre ses rangs. Au total, « la classe moyenne apparaît comme la source de tous les intrants requis pour assurer la croissance en termes d'économie néoclassique – idées nouvelles, accumulation du capital physique et accumulation du capital humain³¹ ».

Ainsi, les *Trente glorieuses* ont scellé un compromis (une « alliance ») temporaire entre la classe moyenne, essentiellement salariée, et le capital industriel. La superposition géographique des aires de production et de consommation était un élément décisif du compromis. *Grosso modo*, ce qui était essentiellement produit au Nord était consommé au Nord. Ce faisant, la fraction de la valeur ajoutée à laquelle les capitalistes renonçaient dans le processus productif, pour la verser sous forme de salaire direct et indirect, revenait dans leur escarcelle lors de l'achat des biens et services par les salariés. En d'autres termes, le salaire était à la fois un coût et un vecteur de profit pour l'entreprise. La coïncidence géographique de la production et de la consommation engendrait un cercle vertueux conduisant au développement autocentré.

Dans une certaine mesure, on a constaté la mise en place de compromis similaires dans les pays du Sud, au cours de la période du nationalisme – clientéliste, notamment caractérisé par l'industrialisation par substitution des importations. En Côte d'Ivoire, par exemple, le compromis initiateur de la classe moyenne était fondé sur la redistribution de la rente agricole issue des filières cacao-café, sur le développement du secteur industriel ainsi que sur les apports d'aide extérieure³². Le capital international récupérait la rente par le biais des importations et de la production nationale qu'il assurait majoritairement.

³⁰ Kevin Murphy, Andrei Shleifer et Robert Vishny, "Income Distribution, Market Size and Industrialization," *Quarterly Journal of Economics*, (août 1989), p. 537-564.

³¹ Homi Kharas, *The emerging middle class in developing countries*, Working Paper n° 285, Paris, OCDE, Development Centre, janvier 2010, p. 7. Traduction de l'auteur.

³² Cf. Bernard Conte, « Côte d'Ivoire : du clientélisme 'éclairé' au clientélisme 'appauvri' », *Strategic-Road.com*, 19/04/2003, http://www.strategic-road.com/pays/pubs/cote_divoire_clientelisme_txt.htm consulté le 27 août 2010.

Lorsque le contexte évolue, les intérêts des protagonistes peuvent se mettre à diverger et le compromis peut être remis en cause. Dans ce cas, la classe moyenne et le capital deviennent ennemis.

La classe moyenne « ennemie » du capitalisme financier

La survenance d'une série d'évènements va graduellement modifier le contexte de l'économie mondiale : la fin du système de taux de change fixes en 1971, les chocs pétrolier de 1973 et de 1979, la stagflation, la crise de la dette des pays du Sud en 1982, la chute du mur de Berlin et l'implosion du bloc soviétique. L'évolution va permettre l'accélération et l'approfondissement de la mondialisation néolibérale, financière et économique.

Le capitalisme se financiarise et la production industrielle est relocalisée principalement sur le continent asiatique qui dispose d'une main d'œuvre à très bas salaires. La désindustrialisation frappe les pays du Nord³³, mais également les pays du Sud³⁴ qui avaient, dans le cadre du nationalisme – clientéliste, adopté des stratégies d'industrialisation par substitution des importations.

Le libre-échange permet d'inonder les marchés de produits à bas prix qui concurrencent (de façon déloyale ?) les productions nationales, révélant leur défaut de « compétitivité ». (Re)devenir compétitif³⁵ implique l'abaissement des coûts de production directs et indirects. Cette démarche passe par la réduction des salaires réels, des avantages sociaux... et, plus généralement, des dépenses « clientélistes » (assimilées à de la corruption) et des dépenses liées à l'État providence (présentées comme inévitables, car essentiellement corporatistes).

Sous prétexte de concurrence, il s'agit de rehausser les profits. Pour ce faire, il convient d'ajuster les structures économiques et sociales nationales aux règles du « laisser-faire » - « laisser-passer », étendu à l'ensemble de la planète. « Parmi la population, comme les

³³ « [En France], de 1997 à 2007, la part de l'industrie dans le PIB est passée de 18,4% à 12,1% et les emplois industriels ont diminué de 2 millions en trente ans », Pascal Salin, « Faut-il craindre la désindustrialisation ? », *La Tribune*, 10/03/2010.

³⁴ « L'ajustement structurel a contribué, contrairement à ce que laisse entendre le FMI, à la désindustrialisation de l'Afrique », Joseph Stiglitz, « L'Afrique doit compter davantage sur elle-même », *Les Afriques*, 08/02/2010, <http://www.lesafriques.com/actualite/joseph-stiglitz-l-afrique-doit-compter-davantage-sur-elle-5.html?Itemid=89?articleid=22104> consulté le 26/08/2010.

³⁵ La compétitivité devient obsessionnelle. Cf. par exemple : T. Biggs, M. Miller, M. Otto, C. et G. Tyler, "Africa Can Compete! Export Opportunities and Challenges for Garments and Home Products in the European Market," World Bank - Discussion Papers 300, World Bank. 1996.

pauvres le sont trop et que les riches sont exemptés³⁶, c'est sur la classe moyenne que reposera l'essentiel de la charge de l'ajustement³⁷ ».

Ainsi, la classe moyenne devient « l'ennemie » du capitalisme financiarisé car son existence injustifiée – puisque sous d'autres cieux, des populations assurent les mêmes tâches productives à moindre coût – réduit les profits. Le capitalisme dénonce le compromis conclu précédemment et fait procéder à l'euthanasie de la classe moyenne parasite. Pour ce faire, l'intervention de l'État, guidée par les élites politiques complices, apparaît indispensable.

La classe moyenne produite ou détruite par l'État

L'intervention de l'État est impérative pour assurer le développement de la classe moyenne ou son euthanasie, car c'est lui qui légifère, règlemente, incite, réprime... contrôlant ainsi, plus ou moins directement, une large part de la production et de la redistribution des richesses. L'État prend et donne, fait et défait, tricote et détricote... Par le biais de la loi, du secteur public, de la fiscalité – redistribution..., l'État façonne, corrige et adapte la structure sociale nationale. Les élites politiques (issues du suffrage universel en démocratie) assurent la direction de l'État, proposent et votent les lois. Ce sont donc lesdites élites politiques nationales qui portent la responsabilité de la densification ou de l'éclaircissement de la classe moyenne.

Durant la phase ascendante du U inversé, le compromis entre le capital et la classe moyenne autorise les élites politiques à œuvrer en sa faveur. L'État intervient pour assurer un bien-être accru par la loi et la réglementation, pour créer des emplois, pour mettre en place des services publics de qualité..., ce qui a pour effet de densifier la classe moyenne tout en permettant au capital de se valoriser pleinement. On assiste à la construction de l'État providence et de l'État nationaliste – clientéliste. Au cours de cette phase, dans les pays du Sud, une bonne partie du surplus dégagé sur le territoire national, principalement sous forme de rente (agricole, minière, énergétique...), est mobilisé par l'État et distribué sur place. C'est la période des « Pères de la nation » (Houphouët-Boigny, N'Krumah, Nyerere...). Au Nord, le fordisme permet la croissance autocentrée, génératrice de surplus largement redistribué. Sur le plan politique, le climat est assez serein. En effet, en démocratie, les élites politiques émanent, pour une large part, de la classe moyenne. Elles fondent leur discours sur les

³⁶ Les riches sont les seuls censés produire de la croissance, il faut les protéger, par exemple grâce à un « bouclier » fiscal.

³⁷ Bernard Conte, « Le oui irlandais débloque l'Europe ordolibérale », *Contre Info.info*, 10/10/2009, http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2835 consulté le 27/08/2010.

concessions, obtenues ou à négocier avec les capitalistes³⁸, au profit de la classe moyenne essentiellement. De ce fait, la classe politique se trouve relativement en phase avec l'électorat³⁹.

Au cours de la période descendante du cycle, qui coïncide avec la divergence des intérêts du capital et de la classe moyenne, l'État œuvre à la destruction de cette dernière. Cela signifie la défaisance⁴⁰ des dispositifs mis en place au cours de la période précédente : l'État providence au Nord et l'État nationaliste – clientéliste au Sud. En régime démocratique, cette démarche présente un risque majeur pour les élites dirigeantes qui doivent mettre en œuvre des politiques contraires aux intérêts de leur électorat traditionnel⁴¹. Le contournement de cet obstacle politique implique l'atomisation du pouvoir de l'État central⁴², l'organisation de la démocratie virtuelle⁴³, la promotion de l'idéologie du marché, la manipulation de l'opinion publique, le changement des élites par leur internationalisation⁴⁴... Les élites, au pouvoir ou susceptible d'y accéder, réunies autour du projet néolibéral (monétariste ou ordolibéral) qu'elles déclinent avec le vocabulaire propre à leur position « officielle » sur l'échiquier politique, produisent un discours étriqué et peu différencié, qui tente de cacher la réalité de la dynamique de paupérisation du plus grand nombre, imposée par le capitalisme financiarisé. Le fossé se creuse entre la classe politique et les électeurs qui expriment leur désintérêt par une abstention massive aux scrutins électoraux. Malgré cela, les élites s'impliquent de plus en plus au service du capital contre les populations et particulièrement contre la classe moyenne. Pour elles, les règles du marché qui sont censées récompenser les prudents⁴⁵ et sanctionner les téméraires ne s'appliquent pas aux capitalistes financiers. La crise de 2008, montre que les élites ont fait en sorte que « les téméraires semblent être les bénéficiaires de la crise qu'ils ont provoquée, tandis que le reste de la société [et particulièrement la classe moyenne] porte le

³⁸ Il semble que les capitalistes soient prêts à accorder la majorité des concessions, car elles vont dans le sens de la marche du fordisme et du nationalisme – clientéliste.

³⁹ Les promesses électorales peuvent être globalement tenues.

⁴⁰ C'est à dessein que j'emploie le terme du vocabulaire financier « défaisance », car il s'agit d'une exigence du capitalisme financier.

⁴¹ En régime « moins » démocratique, la démarche peut conduire au conflit, éventuellement armé. Cf. Bernard Conte, « Afrique de l'Ouest : clientélisme, mondialisation et instabilité », Paris, Encyclopaedia Universalis, 2004, p. Du même auteur : « La responsabilité du FMI et de la Banque mondiale dans le conflit en Côte d'Ivoire », *Etudes internationales*, vol. XXXVI, n° 2, juin 2005. p. 219-228.

⁴² Cf. Bernard Conte, *La Tiers-Mondialisation de la planète*, op. cit. p. 194-199.

⁴³ Ibidem, p. 199-203.

⁴⁴ Cf. Yves Dezalay et Bryant G. Garth. *La mondialisation des guerres de palais*. Paris, Le Seuil, 2002 ; Zbigniew Brzezinski, *Between Two Ages : America's Role in the Technetronic Era*, New York, Viking Press, 1970.

⁴⁵ Ceux qui prennent des risques « calculés » par opposition à ceux qui prennent des risques « inconsidérés ».

fardeau de leur insouciance⁴⁶ ». L'instrumentalisation de l'État et des institutions supranationales au service du capitalisme financiarisé engendre une crise globale de légitimité des élites, qu'elles soient nationales ou internationales.

Au total, selon que la classe moyenne sert ou dessert le capital, les élites utilisent l'État pour en densifier ou pour en éclaircir les rangs.

Conclusion

De nombreux scientifiques et commentateurs ont souligné l'importance des classes moyennes dans le processus de développement. Les performances des pays du G7 qui, de 1965 à 2004 ont représenté une part quasi stable de 65 % du PIB mondial peuvent être, en grande partie, attribuées à une classe moyenne nombreuse⁴⁷. « Ce sont les classes moyennes qui ont bâti l'économie française du XXème siècle ; elles en ont été les plus grandes bénéficiaires⁴⁸ ». Plus généralement, « sur le long terme (200 ans), l'économie de marché occidentale a resserré les inégalités entre les classes sociales [et] ce sont les classes moyennes qui ont le plus bénéficié de ce resserrement des inégalités⁴⁹ ». La tendance s'inverse à partir de la fin des années 1970 avec la mondialisation néolibérale qui lamine progressivement les classes moyennes. Face à ce constat, d'aucuns⁵⁰ avancent que la « réduction » des classes moyennes dans certaines zones géographiques serait surcompensée par la densification de ces mêmes classes dans d'autres zones du globe.

On s'interroge sur l'apparition et la densification des classes moyennes dans les pays émergents (Chine, Inde...). Selon notre analyse, dans un contexte de mondialisation néolibérale, de libre-échange, de déréglementation, de libre mouvement des capitaux... et de non-intervention incitatrice et protectrice de l'État, les classes moyennes ne seront qu'un phénomène éphémère. En effet, le marché mondial mettant en concurrence tous les peuples, les revenus sont forcément plafonnés par la nécessité de rester compétitifs par rapport aux nouveaux entrants sur ledit marché (par exemple : la Chine par rapport au VietNam..., etc). Dans ces conditions, une classe moyenne ne peut se développer durablement. Dès que, dans

⁴⁶ George Friedman, "The Global Crisis of Legitimacy", *Stratfor, global intelligence*, 4 mai 2010. http://www.stratfor.com/weekly/20100503_global_crisis_legitimacy consulté le 19 août 2010. Traduction libre.

⁴⁷ "Underpinning the performance of the G7, and indeed driving the global economy, is a large middle class", Homi Kharas, *The emerging middle class in developing countries*, op. cit.

⁴⁸ Xavier Théry, « Comment les classes moyennes ont divorcé des élites », *Marianne* 2, 27/09/2009, http://www.marianne2.fr/Comment-les-classes-moyennes-ont-divorce-des-elites_a182194.html consulté le 30/08/2010.

⁴⁹ Ibidem.

⁵⁰ Les néolibéraux évidemment.

un pays, les revenus atteignent un certain seuil, les coûts de production deviennent trop élevés pour affronter la concurrence tant sur le marché national que mondial. Les productions concernées sont alors délocalisées vers des pays ou des régions plus compétitives, où se créent des embryons de classe moyenne au « détriment » de celle du pays d'origine. Il s'agit d'une sorte de jeu à somme nulle où l'un gagne ce que l'autre perd⁵¹.

Pour se densifier durablement, la classe moyenne a besoin de l'intervention incitatrice et protectrice de l'État qui ne peut intervenir dans un contexte de mondialisation néolibérale. Il faut donc réhabiliter l'État. De plus, les élites politiques à la tête de l'État (ou susceptibles de l'être) doivent privilégier les intérêts de la classe moyenne par rapport à ceux du capital.

Depuis de nombreuses années, l'expérience nous montre qu'au niveau mondial - à quelques rares exceptions près⁵² - les élites au pouvoir, au capital social internationalisé, semblent plutôt à la solde du capital financier. Cela signifie que l'avenir radieux des classes moyennes implique le changement des élites qui ne se fera certainement pas sans violence⁵³.

⁵¹ Par contre, le capital est toujours gagnant.

⁵² On peut citer le Venezuela.

⁵³ Les révolutions ont souvent eu pour origine la classe moyenne.